



Le conflit opposant le ministère des Sports et de l'Éducation physique (Minsep) à la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) a pris un tour nouveau avec l'intervention du Réseau des patrons de presse du Cameroun (Repac).

Les journalistes du Repac ont décidé de soutenir leur membre, Marie Claire Nnana, la directrice de publication du quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, dans l'affaire opposée au Minsep à la Fecafoot.

C'est en effet dans l'édition du 31 mai dernier que Cameroon Tribune a titré que le président de la République avait mis fin au conflit opposant le Minsep à la Fecafoot concernant l'encadrement technique de l'équipe nationale de football. Un dossier spécial comprenant une liste des membres dudit encadrement version Fecafoot avait été publié par le journal à capitaux publics. Mais quelques jours plus tard, Marie Claire Nnana a préparé une lettre au président de la République, dans laquelle elle sollicitait sa « haute protection » concernant une éventuelle réunion du conseil d'administration de la société éditrice de Cameroon Tribune.

Selon les journalistes du Repac, ni la publication de ce dossier spécial, ni le rappel des fermes instructions du chef de l'État aux parties concernées, de se mettre en harmonie pour la survie de l'équipe nationale de football ne constituent en rien une faute professionnelle pouvant mériter une sanction. Dans une déclaration signée par Francois Mboke, président du Repac, ces journalistes demandent que d'éventuelles vellétés tendant à sanctionner Marie-Claire Nnana soient définitivement abandonnées et que cessent les intimidations faites aux journalistes dans l'exercice de leur mission.

À noter que le Conseil d'administration de la Sopecam, éditrice du quotidien gouvernemental, ne s'est toujours pas réuni. Pour rappel, le conflit Minsep-Fecafoot dure depuis le mois de février, après la débâcle des Lions lors de la Coupe du Monde 2022 et de la CAN 2024 en Côte d'Ivoire. La désignation de l'entraîneur et de l'encadrement technique des Lions, en mars dernier, constitue le point central du différend. La Fecafoot n'avait donc pas toléré pas que le ministère des Sports affirme avoir reçu des « hautes instructions » du chef de l'État pour désigner tous les membres du staff des Lions.